Solidaires Finances Lozère

Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
Réunion du 18 juin 2019

Monsieur le Président,

C'est aujourd'hui, la première instance qui se réunit après vos annonces sur la géographie revisitée que nous appellerons plutôt la «géographie abandonnée».
Après des mois d'omerta, au plan national comme local, le gouvernement a opportunément autorisé la divulgation de votre funeste projet à quelques semaines des vacances scolaires d'été.
Les excuses liées au mouvement des « gilets jaunes », du grand débat ou de la campagne des Européennes ne peuvent valablement pas justifier ce calendrier d'autant que le ministre ne nous donne que 4 mois pour débattre. Ce n'est qu'un simulacre de dialogue social et Solidaires Finances le dénonce fortement.

Les conditions de travail ne risquent certainement pas de s'améliorer : sous couvert d'une extension des accueils de proximité ou de conseillers collectivités locales, un vrai service low-cost, est proposé à la population et aux élus locaux, avec des conséquences sociales d'ampleur pour les agents.

Les agents de la DGFiP ont fait la démonstration, au cours de ces dernières années, de leur capacité d'adaptation, à apporter un service public de qualité, et à faire face aux réformes de grande ampleur. C'est d'ailleurs principalement grâce à l'investissement, au sens du service public et à la conscience professionnelle de nos collègues que la DGFiP peut encore se targuer d'être une administration de référence.
C'est la raison pour laquelle il faut la consolider et la renforcer et non l'affaiblir comme cela est le cas depuis de trop nombreuses années et tout particulièrement aujourd'hui avec la réforme dite de la « géographie revisitée » qui nous est proposée.
Le gouvernement veut faire l'inverse : qu'il ne se plaigne pas des oppositions que son projet suscite.

Cet affaiblissement est, à juste titre, de plus en plus mal vécu par nos collègues. Il s'exprime par la multiplication des signaux d'alerte mis en lumière dans les résultats du baromètre social ministériel, tous grades et tous services confondus :

– 61 % des répondants issus de la DGFiP indiquent une démotivation au travail,
– 1 sur 10 n'est plus satisfait de travailler à la DGFiP,
– 68 % ne se sentent pas reconnus
– et 72 % sont insatisfaits de leurs conditions d'avancement et de promotions…

Ce niveau de malaise préoccupant ne cesse de s'accroître au fil des ans. Ses causes sont connues : absence de reconnaissance, baisse des moyens, perte de sens, restructurations successives et inquiétudes devant les évolutions à venir.
Les cellules d'écoute psychologique mises en place ces derniers mois ont recensé 468 appels en 6 mois concernant 367 agents.

Le malaise ne pourra aller que grandissant et vous aurez, Monsieur le Président vous et votre équipe de direction, à répondre de la santé de vos agents.

À l'heure où se tient le procès France Telecom et où, dans la Douane, après 6 ans de procédures, la famille d'un douanier expérimenté a obtenu la reconnaissance de son suicide en accident de travail, vos positions de principe et celles de vos adjoints seront scrupuleusement enregistrées pour être jugées à l'aune des événements à venir.

Si des drames humains venaient à se produire, nous veillerions, Monsieur le Président à ce que votre responsabilité personnelle et celle de votre équipe de commandement soit engagée.